

COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)

1
COMMISSION EUROPEENNE
(CE)

PROGRAMME REGIONAL
« AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE » Phase III
(DIAPER III)

BURKINA FASO

RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION

DIAPER III / AN IV

Pierre Jean LEBLAN, Consultant CESD-Communautaire
Bakary SACKO, ECA / DIAPER III

DIAPER III - Evaluation Programmation An IV
1996

Burkina Faso

Décembre 1996

Décembre

BURKINA FASO

Projet DIAPER III

Rapport de la mission
d'Evaluation du Devis-Programme III (96/97)
et de Programmation du Devis-Programme IV (97/98)

(du 14 au 20 décembre 1996)

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'Evaluation du Devis-Programme III et de Programmation du Devis-Programme IV a été effectuée du 14 au 20/12/1996 par Messieurs P.J. LEBLAN, consultant du CESD-Communautaire, et Bakary SACKO, membre de l'Equipe Centrale d'Animation.

TABLE DES MATIERES

Principales conclusions et recommandations	4
I. Evaluation	10
1.1 Aspects institutionnels	10
1.1.1. Animation locale	10
1.1.2. Composante Nationale	12
1.2. Activités	13
1.2.1. Les enquêtes	13
a) L'enquête agricole permanente	14
b) Le Système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)	22
1.2.2. L'Animation locale	27
1.3. Gestion du Devis-programme 1996/1997	27
1.4. Mise en oeuvre des conditionalités	32
1.4.1. Le comité de sécurité alimentaire	32
1.4.2. Prise en charge des opérations de collecte par l'Etat	32
1.5. Bonus / malus	33
1.6. Fiche d'inventaire des équipements acquis au titre de DIAPER III	34
II. Programme d'activités 1997/1998 (Devis-Programme IV)	35
2.1. Les enquêtes	35
2.2. L'Animation locale	36
2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte	37
2.4. Budgets prévisionnels	38
Annexes	
Liste des personnes rencontrées	44

1. Aspects institutionnels

1.1. L'Animation locale

L'Animation locale est toujours installée dans un local de la Direction des Statistiques agro-pastorales (DSAP).

L'Animateur local est maintenant parfaitement intégré dans le dispositif de suivi de la situation alimentaire. Il peut intervenir efficacement au niveau technique dans les enquêtes effectuées dans le cadre de DIAPER.

1.2. La composante nationale

La Composante Nationale est en fait le Comité de Coordination de l'Information (CCI) dont la Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP) est le chef de file. La DSAP abrite d'ailleurs et anime la Cellule Technique du CCI (CT/CCI) qui joue un rôle clé au sein du dispositif de sécurité alimentaire.

Ce Comité de Coordination de l'Information (CCI) existe pratiquement bien que le texte qui doit fixer ses attributions soit toujours dans le circuit pour signature.

Le CCI se réunit deux à trois fois par an, à l'initiative de la DSAP, à l'occasion notamment de l'élaboration des prévisions de récoltes et de la sortie des résultats définitifs.

Le CCI publie un bulletin de suivi de la campagne céréalière et des notes rapides qui sont présentées en Conseil des Ministres par le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales (M. AGRI, R.A).

La mission a constaté avec satisfaction que la coordination entre les Structures responsables des prévisions de récoltes a été efficace cette année.

2. Les enquêtes

Deux enquêtes sont réalisées actuellement avec l'appui de DIAPER :

- l'enquête agricole permanente
- l'enquête suivi des marchés céréaliers

2.1. L'enquête agricole permanente

Elle est menée par la Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP) et a bénéficié cette année des appuis financiers de DIAPER et du projet hollandais (dans le cadre du projet ENSA 2).

Il est prévu de recruter progressivement d'ici l'an 2000 des enquêteurs auxiliaires payés à la tâche et d'abandonner le recours à des enquêteurs permanents afin de diminuer les coûts.

L'enquête s'est déroulée cette année normalement. Le contrôle semble bien organisé.

La mission fait cependant remarquer que la charge de travail par contrôleur n'est pas uniforme et qu'elle est trop lourde pour certains d'entre eux. Elle recommande de veiller à un meilleur équilibre ou à une augmentation du nombre des contrôleurs.

C'est une enquête par sondage aléatoire à deux degrés au niveau de chaque province, stratifié à chaque degré, dont l'objectif est d'obtenir des résultats significatifs au niveau des provinces.

On réalise chaque année l'enquête agricole permanente (EPA) à partir du sous-échantillon de l'ENSA 1993 qui a été tiré pour la campagne 1993/1994. Une bonne partie de l'échantillon est permanente, mais chaque année on ajoute ou retranche des villages. Pour chaque village de l'échantillon, on retient les 8 ménages qui avaient été tirés en 1993.

La taille de l'échantillon n'est donc pas encore stabilisée et l'on pense ajouter une soixantaine de villages pour l'enquête 1997/1998 grâce au recrutement de 60 enquêteurs auxiliaires supplémentaires. L'enquête est encore dans une phase expérimentale jusqu'en l'an 2000.

La mission constate que le problème des cultures associées est bien traité mais recommande de publier superficies et rendements pour chaque type de culture - pure, principale associée, secondaire associée - et d'expliquer exactement le contenu des différents tableaux.

Traitements

Le traitement des données est entièrement informatisé et centralisé à Ouagadougou. On utilise SP6 et DBASE IV.

Toutes les fiches d'enquêtes sont saisies, plus ou moins rapidement en donnant la priorité à la fiche n°4 qui permet d'obtenir les productions définitives de la campagne.

La mission insiste sur la nécessité de réaliser un véritable programme de saisie-apurement et recommande de poursuivre les efforts entrepris.

Des calculs de coefficients de variation ont été faits sur les données relatives aux superficies de la campagne 1995/1996.

La mission recommande d'être très prudent lors de la publication des résultats et de s'en tenir aux seuls résultats significatifs (peut-être prévoir par exemple une rubrique : « total autres produits »).

Elle n'est pas favorable à la publication des coefficients de variation qui ne peuvent être compris que d'un public restreint et qui risquent de semer le trouble dans les esprits déjà si prompts à critiquer systématiquement les Statistiques.

Sauvegarde des données

La mission recommande que le Service des statistiques végétales soit équipé rapidement d'une boîte de Bernouilli et de cassettes pour assurer le stockage des données élémentaires recueillies par l'enquête..

Publications

Deux publications sont élaborées régulièrement par la DSAP :

- les « Résultats de l'enquête permanente agricole »
- le « Bulletin mensuel de suivi de la situation alimentaire »

Elle sont de très bonne qualité.

Documentation de l'enquête

Le manuel d'enquêteur est très bien fait et il est remis à jour chaque année.

Le manuel du contrôleur précise correctement les tâches que celui-ci doit absolument accomplir, contrôle du travail de l'enquêteur et contrôle technique des fiches d'enquêtes, y compris le contrôle de cohérence entre les différentes fiches d'un questionnaire.

Le manuel de traitement des données n'existe que pour la fiche n°4.

La mission recommande que soit rédigé un manuel concernant la saisie-apurement et le traitement des données.

2.2. Le système d'information sur les marchés céréaliers

L'enquête est réalisée par la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS) avec l'appui de DIAPER et de la Coopération Française.

L'enquête est effectuée sur 37 marchés répartis dans tout le pays. Elle a pour but de contribuer à la transparence du marché céréalier en collectant, traitant et diffusant des informations sur les prix et les flux céréaliers.

L'enquête est effectuée une fois par semaine sur tous les marchés retenus.

Pour les transactions effectivement réalisées sur les céréales et les produits vivriers mentionnés sur les fiches d'enquête, les enquêteurs relèvent les poids en nombre d'unités loca-

les et en kg. (après pesée) et les prix en distinguant le prix au producteur et le prix au consommateur.

La mission a relevé une certaine confusion entre ce qui est demandé aux enquêteurs dans leur aide-mémoire (« relever le prix chaque fois qu'il y a une nouvelle transaction dont le prix est différent de ce qui a déjà été noté ») et ce qu'ils feraient en pratique.

La mission recommande que l'enquêteur relève les prix de toutes les transactions auxquelles il assiste, quitte à en limiter le nombre et que le manuel soit revu sur ce point.

La transmission des données au service central se fait dans d'assez bonnes conditions et dans un temps tout à fait acceptable.

Le traitement des données est entièrement informatisé.

Un manuel de saisie et de traitement serait en cours de rédaction par l'assistant technique.

La mission recommande de finaliser l'ensemble de la documentation d'enquêtes

Publications

Il faut souligner l'excellente qualité des publications et surtout la rapidité et la ponctualité de leur sortie. Un communiqué est fait d'autre part chaque vendredi à la radio.

3. Les activités de l'Animation locale

L'Animateur local gère très bien le Devis-Programme.

Il apporte un bon appui technique aux structures chargées des enquêtes et participe à la coordination des travaux statistiques.

Une publication rétrospective des superficies, rendements et productions a été réalisée par l'Animateur local.

L'Animateur local participe régulièrement aux réunions du Comité de Coordination de l'Information pour la Sécurité Alimentaire (CCI) et du Comité de Sécurité Alimentaire (CSA).

Il est en relation régulière avec la Délégation européenne, la Mission Française de Coopération et les ONG impliquées dans l'aide alimentaire.

4. La gestion du Devis-Programme 1996/1997

Les fonds du FED et la contrepartie de l'Etat étaient en place début Juin 1996; la part de l'Etat provenant du budget d'investissement.

Au 15 Décembre 1996, le niveau d'exécution du budget est de:

- 75,3 % pour l'enquête agricole
- 59,3 % pour le Système d'information sur les marchés céréaliers

- 64,2 % pour l'Animation locale

5. Mise en oeuvre des conditionalités

5.1. Le Comité de Sécurité Alimentaire

Le Comité de Réflexion et de Suivi de la Politique Céréalière et de Sécurité Alimentaire (CRSPC) a été désigné le 12 décembre 1995 pour jouer le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire (CSA).

Il dispose d'un Secrétariat Permanent de la Coordination de la Politique Céréalière (SPCPC).

5.2. La prise en charge des opérations de collecte par l'Etat en 1996/1997

La prise en charge de 40,4 % des frais de collecte par l'Etat a été faite. Ce sont 14 065 000 Frs. CFA qui ont été inscrits dans le budget d'investissement.

6. Le Devis-Programme 1997/1998

6.1. Les activités programmées

Le dispositif financé dans le cadre de DIAPER au Burkina Faso comporte l'enquête agricole exécutée par la Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP) et le suivi des marchés céréaliers fait par la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS).

L'enquête agricole permanente

Compte tenu des multiples appuis dont bénéficie la DSAP, il s'agit essentiellement de renforcer les maillons faibles du dispositif à savoir un meilleur contrôle et une plus grande capacité de stockage des données.

* le dispositif de l'enquête agricole comporte un contrôleur par province, chaque contrôleur disposant comme moyen de déplacement d'une mobylette. En prévision du nouveau découpage administratif dans lequel le nombre de provinces passe de 30 à 45, il est prévu l'achat de 15 mobylettes et de 45 bicyclettes pour les enquêteurs.

* Dans l'exploitation des données de l'enquête seules les données agrégées des prévisions des récoltes et des résultats définitifs sont stockés dans la centrale d'information. Les données élémentaires en raison de leur caractère ne sont pas destinées à la centrale et cependant leur importance nécessite un stockage particulier. Vu l'importance de leur volume et la taille des fichiers contenant ces données, une boîte de Bernoulli et des cassettes seront mises à la disposition du service des statistiques végétales.

Le Système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)

Le SIM compte étendre son enquête au suivi des prix des fruits et légumes et au suivi des stocks commerçants. L'objectif de cette initiative est une plus grande prise en compte des aspects de la sécurité alimentaire.

Les problèmes de transmission des données continueront à être résolus par l'utilisation du réseau basé sur des accords passés avec des transporteurs qui acheminent le courrier moyennant 500 Frs. CFA par enveloppe.

L'équipement utilisé dans le cadre de l'enquête sera renforcé compte tenu de son insuffisance par l'achat de balances et de seaux en plastique.

6.2. La prise en charge des opérations de collecte par l'Etat en 1997/1998

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 37 036 700 Frs.CFA, la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 67 % sera donc de 24 814 589 Frs.CFA. Des dispositions ont été prises pour l'inscription d'une somme de 23 318 814 Frs.CFA dans le budget de fonctionnement du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales.

6.3. Les Budgets prévisionnels 1997/1998

Le budget prévisionnel total du devis-programme 1996/1997 s'élève à 110 563 100 Frs.CFA répartis comme suit :

En Frs. CFA

	Fonctionnement	Opérations de collecte	Equipement	TOTAL
Enquête agricole		18 853 500	50 885 000	69 738 500
SIM céréales		18 183 200	380 000	18 563 200
Animation locale	22 261 400			22 261 400
TOTAL	22 261 400	37 036 700	51 265 000	110 563 100

I - Evaluation

1.1. Aspects institutionnels

1.1.1. Animation locale

L'Animation locale est toujours installée dans un bureau de la Direction des Statistiques agro-pastorales (DSAP).

a) Niveau d'intégration de l'animation locale dans la structure d'accueil et dans la composante nationale

L'Animateur local est maintenant parfaitement intégré dans le dispositif de suivi de la situation alimentaire. Il peut intervenir efficacement au niveau technique dans les enquêtes effectuées dans le cadre de DIAPER.

b) Personnel d'appui

L'Animateur local, Ingénieur des Travaux Statistiques, est assisté d'une Secrétaire-comptable.

c) Moyens de travail

Il ne dispose que d'un micro-ordinateur pour lui-même et sa secrétaire comptable, ce qui est assez gênant.

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Ordinateurs (type processeur)	Equipement (Ram DD)	Sécurité électrique (existence onduleur)	Sécurité données système de sauve- garde)	Affectation (lieu, tâches)
Micro-ordinateur 486 DX2 - 50 Mhz	8 Mo RAM 540 Mo DD	onduleur		Animateur local
Imprimante Tally laser	8 p/mn			Animateur local
Couverture des besoins (matériel manquant)				
Micro-ordinateur 486 DX2 - 50 Mhz	8 Mo RAM 540 Mo DD			Secrétaire comptable

Autre matériel de bureau (DIAPER III)

Type	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1 Photocopieur Xerox 5310	bon	Animateur local	
Fax	endommagé	Animateur local	
Mobylette	bon	Animation locale	
Couverture des besoins			
1 FAX avec protection		Animation locale	

1.1.2. Composante nationale

2

BURKINA FASO

Projet DIAPER III

Rapport de la mission
d'Evaluation du Devis-Programme III (96/97)
et de Programmation du Devis-Programme IV (97/98)

(du 14 au 20 décembre 1996)

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'Evaluation du Devis-Programme III et de Programmation du Devis-Programme IV a été effectuée du 14 au 20/12/1996 par Messieurs P.J. LEBLAN, consultant du CESD-Communautaire, et Bakary SACKO, membre de l'Equipe Centrale d'Animation.

- la première, comme chaque année pour la mission CILSS/FAO d'octobre, à partir des résultats de l'enquête agricole (On pensait alors qu'il y aurait un excédent de 260 000 tonnes),

- la seconde faite ultérieurement par le Comité National de Secours et de Réhabilitation (CONASUR)) en tenant compte d'autres éléments d'appréciation mais non basée sur des mesures objectives (On tablait alors sur un déficit de 24 600 tonnes).

Les bailleurs de fonds, sollicités pour une aide alimentaire fondée sur la deuxième estimation, ont donc été confrontés à deux prévisions contradictoires.

La mission d'évaluation avait souligné le danger qu'il y avait de faire des prévisions parallèles et préconisait que tous les responsables de prévisions de récoltes coordonnent leurs travaux quitte à produire en temps voulu des « estimations corrigées ».

Cette année, le Comité de Sécurité Alimentaire est intervenu et a assuré la coordination de tous les services concernés. Ce sont les résultats de l'enquête agricole qui ont été retenus.

La mission a constaté avec satisfaction que la coordination entre les Structures responsables des prévisions de récoltes a été efficace cette année.

e) Appréciation des appuis tant matériels que techniques/formation existants provenant d'autres bailleurs

Néant

1.2. Activités

Deux structures sont appuyées par DIAPER au Burkina Faso,

- la Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP)

- la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS)) qui gère le système d'information sur les marchés céréaliers (SIM), financé conjointement par DIAPER et la Coopération Française.

1.2.1. Les enquêtes

Deux enquêtes sont réalisées actuellement avec l'appui de DIAPER :

- l'enquête agricole permanente
- l'enquête suivi des marchés céréaliers

a) L'enquête agricole permanente

Elle est menée par la Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP) et a bénéficié cette année des appuis financiers de DIAPER et du projet hollandais (dans le cadre du projet ENSA2).

L'appui hollandais a été renouvelé pour la période allant de 1996 à l'an 2000.

Nom de l'enquête	Enquête agricole permanente - Campagne 1996/1997		
Maître d'oeuvre	Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP)		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% Budget total (1)
	DIAPER	fonctionnement et équipement	3,9 %
	ENSA 2 (Pays-Bas)	fonctionnement et équipement	93,7 %
Partenaires nationaux	Budget de l'Etat	frais de collecte : contrepartie DIAPER	2,4 %

(1): Ces % ne tiennent pas compte des salaires versés par l'Etat aux fonctionnaires et a pris pour la participation de ENSA2 le cinquième du montant total prévu par le projet (1/5 de 1379 millions Frs. CFA).

Elle couvre l'ensemble du milieu rural (y compris les secteurs des localités semi-urbaines) du pays et porte sur l'ensemble des principales cultures céréalières et des cultures de rente (coton, arachide, sésame, soja, etc....).

Elle a pour objectifs principaux :

- d'établir des prévisions de récoltes pour les cultures céréalières en Octobre
- de connaître les stocks céréaliers avant récolte
- de mesurer les productions définitives de l'ensemble des cultures
- de connaître les effectifs du cheptel attaché au ménage agricole
- de déterminer les quantités d'intrants utilisés

Rappelons qu'une mission d'évaluation a été réalisée cette année.

1) Ressources humaines

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps permanents		130	ENSA 2
auxiliaires		60	ENSA 2
Enquêteurs à temps partiel			
Contrôleurs permanents contractuels		30	Projet ENSA 2
Superviseurs régionaux Grade: conducteurs de travaux agricoles des CRPA		12	Budget de l'Etat
Superviseurs nationaux Grade: cadres de la DSAP		6	Budget de l'Etat
Agents de dépouillement/saisie occasionnels		10 (pendant 2 mois)	DIAPER
Informaticiens Agents du Service informatique et de la documentation de la DSAP		4	Budget de l'Etat
Analystes		superviseurs nationaux (voir ci-avant)	
Centrale information Agent du CCI		1	Budget de l'Etat

CRPA = Centre Régional de Promotion Agro-pastoral

Il est prévu de recruter progressivement d'ici l'an 2000 des enquêteurs auxiliaires payés à la tâche et d'abandonner le recours à des enquêteurs permanents afin de diminuer les coûts. Ces enquêteurs auxiliaires seront des ex-élèves résidant dans les villages échantillons et d'un niveau d'études suffisant. Il est prévu un enquêteur auxiliaire par village alors que les enquêteurs permanents doivent suivre 4 villages chacun.

Pour la campagne 96-97, il y a eu 130 enquêteurs permanents, contractuels (contrats d'un an renouvelable) et 60 enquêteurs auxiliaires (payés à la tâche). Tous ont été payés par le projet hollandais ENSA 2.

2) Organisation de la collecte - Déroulement de l'enquête - Contrôle

Déroulement de l'enquête

L'enquête s'est déroulée cette année, comme à l'ordinaire, selon le calendrier suivant :

- de Juin à Août pour les fiches 1 et 2
- de Juin à Décembre pour les fiches 3 et 4
- en Septembre et Octobre pour la fiche 5
- en Septembre pour les fiches 6 et 7
- d'Octobre à Décembre pour la fiche 8

Contrôle

Le contrôle semble bien organisé. Pour la campagne 96-97, il a été assuré par 30 contrôleurs (un agent par province), équipés de motos.

La supervision régionale a été faite par 12 agents des Centres Régionaux de Promotion Agricole (un agent par CRPA) équipés de véhicules et la supervision nationale par les 6 cadres du Service des Statistiques Végétales de la DSAP suivant 6 axes de sortie ou équipes.

La tâche des contrôleurs semble bien définie par le manuel du contrôleur. Comme ce sont des agents contractuels qui peuvent être remerciés chaque année, il est certes assez facile d'exiger d'eux un travail correct.

La mission fait cependant remarquer que la charge de travail par contrôleur n'est pas uniforme et qu'elle est trop lourde pour certains d'entre eux. Elle recommande de veiller à un meilleur équilibrage ou à une augmentation du nombre des contrôleurs.

3) Technique d'enquête - Questionnaires - Méthodes de mesures et d'estimation

Menée par la Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP), l'exécution de l'enquête est décentralisée au niveau des Centres Régionaux de Promotion Agro-pastorale (CRPA).

C'est une enquête par sondage aléatoire à deux degrés au niveau de chaque province, stratifié à chaque degré, dont l'objectif est d'obtenir des résultats significatifs au niveau des provinces.

Le plan de sondage

Plan de sondage de l'ENSA de 1993.

Nous rappelons brièvement comment a été tiré l'échantillon de l'Enquête Nationale sur les Statistiques Agricoles (ENSA) en 1993 puisque l'enquête annuelle se fait sur un sous-échantillon de cette enquête.

Le Burkina Faso a réalisé en 1993-1994 une Enquête Nationale de Statistiques Agricoles (ENSA) portant sur un échantillon de 18160 ménages agricoles répartis dans 2077 villages. La base de sondage des villages était la liste des villages issus du recensement de 1985.

Cette enquête a été une enquête par sondage aléatoire à deux degrés au niveau de chaque province, avec stratification à chaque degré, l'objectif étant d'avoir des données significatives au niveau de la province. Les unités primaires étaient les villages et les unités secondaires les ménages agricoles.

Tirage de l'échantillon des villages :

A l'intérieur de chaque province, les villages ont été classés en deux strates en fonction de leur « potentiel de production ». Le nombre de villages échantillons par strate a été fixé proportionnellement à la population totale de chaque strate.

Le tirage des villages de l'échantillon a été effectué ensuite par strate de façon systématique et à probabilité inégale selon la population du village et avec remise.

Tirage de l'échantillon des ménages agricoles :

Au deuxième degré dans chaque village, on a classé les ménages en deux strates en tenant compte

- du nombre d'actifs agricoles du ménage pour les villages des provinces classées dans la « zone la moins arrosée »
- du nombre d'actifs agricoles du ménage et du nombre de charrues pour les villages des provinces classées dans la « zone la plus arrosée ».

Le nombre de ménages échantillons de tous les villages étant fixé à 8, le nombre de ménages échantillons par strate au niveau du village a été fixé proportionnellement au nombre total de ménages agricoles de chaque strate.

On a alors, dans chaque strate, tiré les ménages agricoles à probabilité égale sans remise.

Plan de sondage de l'Enquête Permanente Annuelle.

Pour l'enquête 1993/1994, on a tiré un sous-échantillon parmi les villages qui avaient été enquêtés lors de l'ENSA de 1993 en procédant comme suit :

- 1°) On s'est fixé le nombre de villages à enquêter (401) en fonction du nombre d'enquêteurs que l'on pouvait utiliser.
- 2°) On a ensuite éclaté par provinces ce nombre de villages à enquêter proportionnellement à la population des différentes provinces.
- 3°) Dans chaque province on a ventilé le nombre de villages à enquêter par strates proportionnellement à la population des villages des différentes strates.
- 4°) On a alors, dans chaque province, classé les villages de chaque strate par ordre alphabétique et l'on a fait un tirage aléatoire à probabilités égales.

Pour les campagnes suivantes, on réalise chaque année l'enquête agricole permanente (EPA) à partir de ce sous-échantillon auquel on ajoute ou retranche des villages, ceux-ci étant toujours tirés de l'échantillon de l'ENSA de 1993 selon la méthode exposée ci-avant. L'échantillon des villages a ainsi été porté à 496 pour 1994/1995, à 750 pour 1995/1996 et a été ramené à 580 pour 1996/1997. La taille de l'échantillon n'est pas encore stabilisée puisque l'on pense ajouter une soixantaine de villages pour l'enquête 1997/1998 suite au recrutement de 60 enquêteurs auxiliaires supplémentaires. Le remplacement des enquêteurs permanents par des enquêteurs auxiliaires ne commencera qu'avec l'enquête de 1998/1999 et se fera progressivement.

Pour chaque village de l'échantillon, on retient les 8 ménages qui avaient été tirés en 1993. Une bonne partie de l'échantillon est donc permanent.

La liste des villages et des ménages à enquêter est établie par le service central.

En 1996-1997, l'enquête a porté effectivement sur 4512 ménages agricoles répartis dans 564 villages.

Méthodologie et type de tirage	Nom	Nombre prévu	Nombre après apurement
Niveau de signification	National, province		
Unités du 1° degré	Villages	580	564
Unités du 2° degré	ménages agricoles	4640 (8 par village)	4512
Unités du 3° degré			
Carrés de rendement	1/2 échantillon des villages		
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Calcul de précision
Superficies	échant. entier (mesures)	SP6	oui
Prévisions	1/2 échant. (interview)	SP6	
Production définitive	1/2 échant. (mesures)	carrés de rendement	
Stocks paysans	1/2 échant. (interview)	SP6	
Utilisation Intrants/matériel	échant. Entier (interview)	SP6	
Cheptels	échant. Entier (interview)	SP6	

Les questionnaires

Le questionnaire 1996/1997 se compose de 8 fiches :

- Fiche n°1 : Recensement des membres du ménage
- Fiche n°2 : Cheptel du ménage
- Fiche n°3 : Recensement des parcelles du ménage
- Fiche n°4 : Mesure des superficies et pose des carrés de rendement
- Fiche n°5 : Utilisation des intrants
- Fiche n°6 : Estimation des stocks paysans au 30 Septembre (interview)
- Fiche n°7 : Prévision des récoltes
- Fiche n°8 : Vulgarisation agro-pastorale

Seule la fiche n°4 fait l'objet de mesures objectives sur le terrain. Toutes les autres fiches sont remplies par interview.

Méthodes de mesures et d'estimation

Mesure des superficies

Les superficies sont mesurées sur l'ensemble des parcelles des ménages de l'échantillon.

En cas de cultures associées, seules les deux plus importantes sont mentionnées mais il n'y a aucune répartition de la superficie entre ces deux cultures.

Mesure des rendements

Les rendements font aussi l'objet de mesures objectives dans la moitié des villages échantillons.

Chaque enquêteur pose des carrés de rendement sur toutes les parcelles des ménages échantillons dans les deux villages qui lui ont été désignés. 282 villages et 2256 ménages agricoles ont donc été retenus pour servir au calcul des rendements.

On mesure 3 types de rendements : le rendement en culture pure, le rendement en culture principale d'une association, le rendement en culture secondaire d'une association. L'estimation de la production est donc correcte.

Un problème se pose lors de la publication des résultats. Les superficies publiées sont des superficies de présence c'est à dire la somme des superficies en culture pure et des superficies en culture principale associée. Les rendements sont des rendements en culture pure. Dans les publications, la production n'est donc pas la simple multiplication de la superficie par le rendement.

La mission constate que le problème des cultures associées est bien traité mais recommande de publier superficies et rendements pour chaque type de culture - pure, principale

associée, secondaire associée - et d'expliquer exactement le contenu des différents tableaux.

Estimation des prévisions de récoltes

Pour estimer les prévisions de récoltes, on collecte les données par interview des ménages échantillons. Ceux-ci donnent pour chacune de leurs parcelles, en unités de mesure locale :

- la production attendue pour la campagne en cours
- la production obtenue au cours de la campagne précédente

A partir de ces deux productions, pour chaque province et pour chaque culture, on extrapole les résultats de la campagne précédente.

4) Traitements

Le traitement des données est entièrement informatisé et centralisé à Ouagadougou. On utilise SP6 et DBASE IV.

La saisie est assurée par le Service informatique de la DSAP. Le traitement est fait par le Service informatique et les statisticiens du Service des Statistiques Végétales.

Toutes les fiches d'enquêtes sont saisies, plus ou moins rapidement en donnant la priorité à la fiche n°4 qui permet d'obtenir les productions définitives de la campagne.

Au moment du passage de la mission, les fiches 1 et 2 sont en cours de saisie mais la fiche 4 va bientôt arriver et sera traitée en priorité.

La mission ne peut que recommander d'accélérer le traitement des données.

- Saisie - masque de saisie efficace et documenté

La saisie utilise les masques de saisie de SP6. Il est fait systématiquement une double saisie. La confrontation des deux fichiers détecte les erreurs de saisie.

Des tests de cohérence interne et externe des différentes fiches d'un même questionnaire sont réalisés. Ils ne sont systématiques que pour la fiche n°4 pour laquelle il y a un manuel de traitement.

Un programme de saisie-apurement est, paraît-il, en cours de réalisation.

La mission insiste sur la nécessité de réaliser un véritable programme de saisie-apurement et recommande de poursuivre les efforts entrepris.

- Exhaustivité des enregistrements par rapport à la collecte

Il y a contrôle de l'exhaustivité des fichiers de données.

- Résultats

Les superficies et les rendements sont calculés en distinguant les cultures pures, les cultures principales en associations et les cultures secondaires en associations. Les productions sont donc très bien estimées.

- Calculs de précision

Des calculs de coefficients de variation ont été faits sur les données relatives aux superficies de la campagne 1995/1996.

Ces coefficients sont acceptables au niveau national pour la plupart des cultures. Au niveau province, et par culture, ils doivent être analysés dans le détail car ils varient assez fortement.

La mission recommande d'être très prudent lors de la publication des résultats et de s'en tenir aux seuls résultats significatifs (peut-être prévoir par exemple une rubrique : « total autres produits »).

Elle n'est pas favorable à la publication des coefficients de variation qui ne peuvent être compris que d'un public restreint et qui risquent de semer le trouble dans les esprits déjà si prompts à critiquer systématiquement les Statistiques.

5) Publications

Deux publications sont élaborées régulièrement par la DSAP :

- les « Résultats de l'enquête permanente agricole »
- le « Bulletin mensuel de suivi de la situation alimentaire »

Elle sont de très bonne qualité.

INTITULE		Bulletin mensuel de suivi de la situation alimentaire	
DATE DE PUBLICATION		Juin 1996	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		100	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		CT/CCI - DSAP	
COÛT DE PUBLICATION			
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Situation pluviométrique	Commentaires , tableaux	bonne	
Physionomie de la campagne	Commentaires , tableaux	bonne	
Situation alimentaire	Commentaires , tableaux	bonne	

INTITULE		Résultats de l'enquête permanente agricole Campagne 1995/1996	
DATE DE PUBLICATION		Août 1996	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		300	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		DSAP	
COÛT DE PUBLICATION		1 200 000 Frs. CFA	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Rappel méthodologique	commentaire (4 pages)	excellente	
Situation de la campagne	commentaire (2 pages)	excellente	
Résultats	commentaire, graphiques, tableaux, cartes (22 pages)	excellente	

La centrale d'information

La mise à jour de cette centrale est en cours. Un agent y est affecté à plein temps.
Du matériel informatique performant a été affecté à la centrale.

L'utilisation du logiciel posant des problèmes, l'agent responsable a eu recours à des astuces pour saisir les données en DBASE, mais hors du logiciel proposé, et les intégrer ensuite dans la centrale.

6) Matériels acquis au titre de DIAPER III

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Ordinateurs (type processeur)	Equipement (Ram DD)	Sécurité électrique (existence onduleur)	Sécurité données système de sauve- garde)	Affectation (lieu, tâches)
Micro-ordinateur 486 - DX2 - 66 Mhz	32 Mo RAM 540 Mo DD	onduleur		Enquête agricole
Micro-ordinateur 486 - DX2 - 33 Mhz	8 Mo RAM 540 Mo DD			Enquête agricole
Micro-ordinateur 486 - DX2 - Pentium - 90 Mhz	32 Mo RAM 1 Go Mo DD	onduleur		Centrale d'information
Imprimante HP laser	4 p/mn			Enquête agricole
Imprimante Tally ma- tricielle	grand chariot			Centrale d'information
Couverture des besoins (matériel manquant)				
1 Boîte de Bernoulli				Enquête agricole

Autre matériel de bureau (DIAPER III) néant

Inventaire du matériel de terrain (DIAPER III)

Type	Nombre	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1. Engins à deux roues				
Bicyclettes				
Mobylettes	6	bon	Enquête agricole	
Motos				
2. Matériel de collecte				
Boussoles				
Jalons				
Mètres rubans				
Balances				
Calculatrices				
Couverture des besoins (matériel manquant)				
45 bicyclettes			Enquête agricole	
15 mobylettes			Enquête agricole	

7) Documentation de l'enquête

Le manuel d'enquêteur est très bien fait et il est remis à jour chaque année.

Le manuel du contrôleur précise correctement les tâches que celui-ci doit absolument accomplir, contrôle du travail de l'enquêteur et contrôle technique des fiches d'enquêtes, y compris le contrôle de cohérence entre les différentes fiches d'un questionnaire.

Le manuel de traitement des données n'existe que pour la fiche n°4.

La mission recommande que soit rédigé un manuel concernant la saisie-apurement et le traitement des données.

b) Le système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)

L'enquête est réalisée par la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS) avec l'appui de DIAPER et de la Coopération Française.

L'enquête est effectuée sur 37 marchés répartis dans tout le pays. Elle a pour but de contribuer à la transparence du marché céréalier en collectant, traitant et diffusant des informations sur les prix et les flux céréaliers.

La France a accepté de financer pendant 1 an pour suppléer au financement de la GTZ (arrêté en Décembre 1995). Les Hollandais pourraient ensuite prendre en charge le fonctionnement du SIM pendant 3 ans. Mais ceci est à confirmer.

Nom de l'enquête	Enquête SIM céréales - Campagne 1996/1997		
Maître d'oeuvre	SONAGESS		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% du Budget total
	Coopération française DIAPER	Assistance technique Fonctionnement et équipements	
Partenaires nationaux	Nom	Type de participation	% du Budget total

1) Ressources humaines

Au niveau national, il y a 3 Agents:

- le Chef de service SIM et son Adjoint
- 1 Assistant technique (STATISTIKA financé par la Coopération Française)

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps			
Enquêteurs à temps partiel payés à la tâche		37	DIAPER
Contrôleurs payés à la tâche		10	DIAPER
Superviseurs régionaux			
Superviseurs nationaux			
Agent SONAGESS		1	SONAGESS
Agents de dépouillement/saisie			
Agent SONAGESS		1	SONAGESS

2) Organisation de la collecte - Déroulement de l'enquête - Contrôle

Déroulement de l'enquête

L'enquête est effectuée une fois par semaine sur tous les marchés retenus.

Pour les transactions effectivement réalisées sur les céréales et les produits vivriers mentionnés sur les fiches d'enquête, les enquêteurs relèvent les poids en nombre d'unités locales et en kg. (après pesée) et les prix en distinguant le prix au producteur et le prix au consommateur.

Contrôle et transmission des données

Les enquêteurs envoient leurs fiches aux contrôleurs par transporteurs (moyennant 500 Frs. par enveloppe).

Les contrôleurs font la synthèse de ces informations en une seule fiche qui est envoyée au service central par fax, transporteur ou par courrier selon les possibilités.

Méthodologie	Type	Nombre prévu	Nombre réalisé
Marchés	ruraux et urbains	37	37
Produits concernés	céréales	4	4
	produits vivriers	6	6
Fréquence des enquêtes	hebdomadaires		
Durée de l'enquête	toute l'année		
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Archivage
Prix au producteur	pesées	informatique	1 Streamer
Prix au consommateur	pesées	informatique	

3) Technique d'enquête - Questionnaires - Méthodes de mesures et d'estimation

Les questionnaires

Trois types de fiches d'enquêtes sont utilisés :

- la fiche de relevé des prix des céréales (fiche 1)
- la fiche de relevé des prix des légumineuses (fiche 2)
- la fiche de relevé des prix des fruits et légumes.(centres urbains uniquement)

Cette dernière fiche a été abandonnée car il était impossible de faire face au coût de sa transmission par fax.

Méthodes de mesures et d'estimation

Il est curieux que l'on demande aux enquêteurs (dans l'aide-mémoire qui leur est distribué et auquel ils sont sensés se référer) de « relever le prix chaque fois qu'il y a une nouvelle transaction dont le prix est différent de ce qui a déjà été noté ».

Il semblerait donc que l'enquêteur n'aurait à relever pour un même produit que des prix toujours différents et jamais plusieurs fois le même prix. Si c'est le cas, il semble qu'il y a un risque que les moyennes de prix qui sont calculées et publiées soient faussées.

On nous a assuré que dans la pratique les enquêteurs relevaient plusieurs transactions même si elles se font au même prix. Il y a une certaine confusion dans tout cela qu'il faudrait rapidement lever.

La mission recommande que l'enquêteur relève les prix de toutes les transactions auxquelles il assiste, quitte à en limiter le nombre et que le manuel soit revu sur ce point.

4) Traitements

Le traitement des données est entièrement informatisé.

- Saisie - masque de saisie efficace et documenté

La saisie est faite en DBASE avec masque de saisie et contrôle des calculs de conversion des poids.

- Exhaustivité des enregistrements par rapport à la collecte

Toutes les fiches sont saisies. Le stockage des données élémentaires n'est pas assuré et il faudrait équiper d'urgence le Service des statistiques végétales d'une boîte de Bernoulli et de cassettes.

La mission recommande que le Service des statistiques végétales soit équipé rapidement d'une boîte de Bernoulli et de cassettes pour assurer le stockage des données élémentaires recueillies par l'enquête..

- Traitements

Les traitements sont effectuée avec SPSS

5) Publications

Il faut souligner l'excellente qualité des publications et surtout la rapidité et la ponctualité de leur sortie. Un communiqué est fait d'autre part chaque vendredi à la radio.

INTITULE		Bulletin hebdomadaire	
DATE DE PUBLICATION		chaque vendredi	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		100	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		SO.NA.GE.S.S.	
COÛT DE PUBLICATION			
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
	Commentaires et tableau (1 fiche cartonnée recto- verso)	très bonne	

INTITULE		Bulletin mensuel d'information sur le marché céréalier		du
Burkina				
DATE DE PUBLICATION		Août- Septembre 1996		
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		100		
RESPONSABLE DE PUBLICATION		SO.NA.GE.S.S.		
COÛT DE PUBLICATION		3 600 000 Frs. CFA		
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations	
Analyse de l'évolution des prix d'Août à Septembre	Commentaires, graphiques (7 pages)	excellente		
Modèle de prévision du prix du mil à Bobo	Commentaires, graphiques (2 pages)	excellente		
Calcul des marges bénéficiaires brutes	Commentaires, tableaux (2 pages)	excellente		
Prix moyens sur les marchés	tableaux (2 pages)	excellente		

INTITULE		Bulletin semestriel d'information sur le marché céréalier		du
Burkina				
DATE DE PUBLICATION		Août 1996		
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		100		
RESPONSABLE DE PUBLICATION		SO.NA.GE.S.S.		
COÛT DE PUBLICATION		700 000 Frs. CFA		
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations	
Point sur le marché céréalier au cours du premier semestre	Commentaires, graphiques, tableau (5 pages)	excellente		
Synthèse des prix mensuels par céréale et par type de prix	Commentaires, tableau (5 pages)	excellente		
Analyse de l'évolution des prix au cours du semestre	Commentaires, graphiques (5 pages)	excellente		

INTITULE		Annuaire des prix des céréales - Année 1995	
DATE DE PUBLICATION		Avril 1996	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		200	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		SO.NA.GE.S.S.	
COÛT DE PUBLICATION		700 000 Frs. CFA	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Synthèse annuelle des prix mensuels	tableaux	excellente	
Synthèse mensuelle des prix moyens des céréales	tableaux	excellente	
Synthèse hebdomadaire des prix moyens des céréales	tableaux	excellente	

INTITULE		Enquête sur les prix des céréales dans l'ouest et le nord du Burkina Faso	
DATE DE PUBLICATION		Février 1996	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		100	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		SO.NA.GE.S.S.	
COÛT DE PUBLICATION		200 000 Frs. CFA	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
	Commentaires et tableau	bonne	

6) Matériels acquis au titre de DIAPER III

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Ordinateurs (type processeur)	Equipement (Ram DD)	Sécurité électrique (existence onduleur)	Sécurité données système de sauve- garde)	Affectation (lieu, tâches)
Micro-ordinateur 486 - DX2 - Pentium - 90 Mhz	32 Mo RAM 1 Go Mo DD	onduleur		SIM
Imprimante HP laser	4 p/mn			
Couverture des besoins (matériel manquant)				

Autre matériel de bureau (DIAPER III) néant

Inventaire du matériel de terrain (DIAPER III) néant

Type	Nombre	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1. Engins à deux roues				
2. Matériel de collecte				
Couverture des besoins (matériel manquant)				
5 balances			enquêteurs	
40 seaux (plastiques)			enquêteurs	

7) Documentation de l'enquête

L'Aide-mémoire de l'enquêteur existe. Il est bien présenté. Il a besoin d'être revu sur le point qui a été soulevé plus haut.

Il n'y a pas de manuel du contrôleur, celui de l'enquêteur ne pouvant y suppléer.
Un manuel de saisie et de traitement serait en cours de rédaction par l'assistant technique.

La mission recommande de finaliser l'ensemble de la documentation d'enquêtes

1.2.2. L'Animation locale

a) Rapport d'activité succinct jusqu'à décembre 1996

L'Animateur local gère très bien le Devis-Programme. Il apporte un bon appui technique aux structures chargées des enquêtes et participe à la coordination des travaux statistiques.

Il est souvent le premier interlocuteur à qui s'adressent les personnes qui cherchent de l'information Statistique sur l'agriculture.

Une publication rétrospective des superficies, rendements et productions a été réalisée par l'Animateur local :

INTITULE		Performances de l'agriculture 1984-1994	
DATE DE PUBLICATION		Octobre 1995	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		200	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		Animation locale - DSAP	
COÛT DE PUBLICATION		900 000 Frs. CFA	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Présentation des résultats des principales cultures : céréales, coton, oléagineux, niébé, Igname, Patate	Commentaires, graphiques, tableaux (13 pages)	excellente	
Résultats nationaux par cultures	tableaux (2 pages)	excellente	
Résultats par province et par cultures	tableaux (40 pages)	excellente	

b) Relations de travail et collaboration avec les autres organismes impliqués dans l'appui aux systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire

L'Animateur local participe régulièrement aux réunions du Comité de Coordination de l'Information pour la Sécurité Alimentaire (CCI) et du Comité de Sécurité Alimentaire (CSA). Il est en relation régulière avec la Délégation européenne, la Mission Française de Coopération et les ONG impliquées dans l'aide alimentaire.

1.3. Gestion du Devis-Programme 1996/1997

1.3.1. Mise en place des fonds FED et de la contrepartie nationale du DP 96/97

Les fonds du FED et la contrepartie de l'Etat étaient en place début Juin 1996, la part de l'Etat provenant du budget d'investissement pour un montant de 14 065 000 Frs.CFA, plus que ce qui était exigé.

1.3.2. Niveau d'exécution du Budget au 1/12/1996

Au 15 Décembre 1996, le niveau d'exécution du budget est de:

- 75,3 % pour l'enquête agricole
- 59,3 % pour le Système d'information sur les marchés céréaliers
- 64,2 % pour l'Animation locale

Niveau d'exécution des budgets 1996/1997 au 1/12/96
Tableau récapitulatif
(F. CFA)

Désignation	Prévisions (DP 96/97)			Montant des engagements			Solde (Budget - Engagements)		
	FED	ETAT	TOTAL	FED	ETAT	TOTAL	FED	ETAT	TOTAL
Enqu. agricole permanente									
collecte	10 429 000	7 076 000	17 505 000	9 225 000	4 701 927	13 926 927	1 204 000	2 374 073	3 578 073
équipement	1 000 000		1 000 000			0	1 000 000	0	1 000 000
Total enq. agricole	11 429 000	7 076 000	18 505 000	9 225 000	4 701 927	13 926 927	2 204 000	2 374 073	4 578 073
SIM céréales									
collecte	10 310 200	6 989 000	17 299 200	6 362 731	2 250 315	8 613 050	3 947 465	4 738 685	8 686 150
équipement	4 500 000		4 500 000	4 323 450		4 323 480	176 520	0	176 520
Total SIM céréales	14 810 200	6 989 000	21 799 200	10 686 215	2 250 315	12 936 530	4 123 985	4 738 685	8 862 670
Animation locale									
salaires	5 560 064		5 560 064	2 691 558		2 691 558	2 868 506	0	2 868 506
fonctionnement	5 898 750		5 898 750	3 947 314		3 947 314	1 951 436	0	1 951 436
impression et diffusion	6 498 390		6 498 390	5 127 500		5 127 500	1 370 890	0	1 370 890
documentation	500 000		500 000	87 000		87 000	413 000		413 000
équipement			0			0	0	0	0
Total Animation locale	18 457 204	0	18 457 204	11 853 372	0	11 853 372	6 603 832	0	6 603 832
TOTAL GENERAL	44 696 404	14 065 000	58 761 404	31 764 587	6 952 242	38 716 829	12 931 817	7 112 758	20 044 575

Enquête agricole permanente 1996/1997 au 1/12/96

(F. CFA)

Désignation	Prévisions	Engagements			SOLDE
	(DP 96/97)	Dépenses faites	Engagements non payés	TOTAL Engagements	(Budget - Engagements)
Collecte					
Frais de personnel	6 514 000	4 710 000		4 710 000	1 804 000
Carburant	5 475 000	5 475 000		5 475 000	0
Documents de collecte	4 100 000	2 550 545		2 550 545	1 549 455
Entretien matériel	1 416 000	1 191 382		1 191 382	224 618
Matériel de collecte				0	0
Formation recyclage				0	0
Fournitures centrale d'information.				0	0
Total opérations de collecte	17 505 000	13 926 927	0	13 926 927	3 578 073
Equipement					
Engins à deux roues				0	0
Matériel informatique	1 000 000			0	1 000 000
Matériel de reproduction				0	0
Total équipement	1 000 000	0	0	0	1 000 000
TOTAL budget	18 505 000	13 926 927	0	13 926 927	4 578 073

SIM Céréales 1996/1997 au 1/12/96

(F. CFA)

Désignation	Prévisions	Engagements			SOLDE
	(DP 96/97)	Dépenses faites	Engagements non payés	TOTAL Engagements	(Budget - Engagements)
Collecte					
Frais de personnel	11 221 000	5 357 000		5 357 000	5 864 000
Carburant	1 920 000	1 905 000		1 905 000	15 000
Documents de collecte				0	0
Entretien matériel	500 000	0		0	500 000
Matériel de collecte				0	0
Formation recyclage	611 000	624 800		624 800	-13 800
Transmission fiches	1 560 000	726 250		726 250	833 750
Diffusion radio	1 487 200	0		0	1 487 200
Total opérations de collecte	17 299 200	8 613 050	0	8 613 050	8 686 150
Equipement					
Matériel de pesée	2 000 000	1 995 000		1 995 000	5 000
Matériel informatique	2 500 000		2 328 480	2 328 480	171 520
Total équipement	4 500 000	1 995 000	2 328 480	4 323 480	176 520
TOTAL budget	21 799 200	10 608 050	2 328 480	12 936 530	8 862 670

Animation locale 1996/1997

au 1/12/96

(F. CFA)

Désignation	Prévisions (DP 96/97)	Engagements Dépenses faites	Engagement s non payés	TOTAL Engagements	SOLDE (Budget - Engagements)
Frais de personnel	5 560 064	2 691 558		2 691 558	2 868 506
Fonctionnement	5 898 750	3 947 314		3 947 314	1 951 436
Impression et diffusion	6 498 390	5 127 500		5 127 500	1 370 890
Documentation	500 000	87 000		87 000	413 000
Equipement				0	0
TOTAL budget	18 457 204	11 853 372	0	11 853 372	6 603 832

1.4. Mise en oeuvre des conditionalités

1.4.1. Comité de Sécurité Alimentaire

Le Comité de Réflexion et de Suivi de la Politique Céréalière et de Sécurité Alimentaire (CRSPC) a été désigné le 12 décembre 1995 pour jouer le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire (CSA). Sa mission et sa composition ont été décrites dans le rapport d'évaluation de l'an passé.

Il dispose d'un Secrétariat Permanent de la Coordination de la Politique Céréalière (SPCPC).

Il mobilise par ailleurs :

- le Comité National de Secours et de Réhabilitation (CONASUR)
- la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS)
- le Comité de Coordination de l'Information pour la Sécurité Alimentaire (CCI)

Le Secrétariat Permanent de la Coordination de la Politique Céréalière (SPCPC) prépare et exécute les décisions du CRSPC et propose des mesures de gestion de la Politique céréalière sur la base de l'exploitation de l'information collectée, traitée et analysée par le (CCI).

1.4.2. Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l'Etat à hauteur de 67 % dans le Devis-Programme 1997/1998

Des dispositions ont été prises pour que la prise en charge de 67 % des frais de collecte soit assurée. Le Ministre des Finances, qui est aussi l'ordonnateur délégué du FED, a écrit au Ministre de l'Agriculture pour qu'il inscrive 23 318 814 Frs. CFA dans sa demande de budget de fonctionnement. Au passage de la mission le budget n'était pas encore voté.

1.5. Bonus-Malus

Compte tenu des efforts faits, tant financièrement par l'Etat que sur le plan technique par les services chargés des enquêtes, il semble souhaitable de prendre en considération la demande de la DSAP d'améliorer son enquête maraîchère et celle de la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS) qui veut étendre son enquête aux relevés de prix sur les fruits et légumes.

1.6. FICHE D'INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS ACQUIS AU TITRE DE DIAPER III (Nombre)

Pays : **Burkina Faso**

Désignation	DP 94/95		DP 95/96		DP 96/97		TOTAL ACQUIS	DESTINATION (1)				
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis		Enq. Agr.	SIMC	SIMB	Centr. inf	An. loc.
1. Engins à deux roues												
Bicyclettes												
Motocyclettes			6	6			6	6				
Motos												
2. Matériel de collecte												
Boussoles												
Jalons												
Calculatrices												
Balances					40	36	36		36			
Chaînes/rubans												
3. Matériel informatique												
Micro-ordinateurs	2	2	1	1	1		3	2				1
Imprimantes	1	1	1	1	1		2	1				1
Onduleurs	1	1	1	1			2	1				1
4. Mat. de reprographie												
Photocopieurs												
Duplicateurs												

(1) SIMC : Système d'Information sur les Marchés céréaliers

SIMB : Système d'Information sur les Marchés à bétail

Centr. inf. : Centrale d'informations

An. Loc : Animation locale

II. Programmation des activités du Devis-Programme IV

2.1. Les enquêtes

Le dispositif financé dans le cadre de DIAPER au Burkina Faso comporte l'enquête agricole exécutée par la Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP) et le suivi des marchés céréaliers fait par la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS).

2.1.1. L'enquête agricole permanente:

L'enquête agricole est menée par la DSAP. Elle bénéficie directement des appuis financiers de DIAPER et du projet hollandais et indirectement (matériel et ressources humaines) du projet banque mondiale « projet de renforcement des services d'appui à l'agriculture ». L'appui hollandais a été renouvelé pour une période de 5 ans dans le cadre du projet « Enquête Nationale de Statistiques Agricole (ENSA 2).

Améliorations méthodologiques :

Le processus de substitution progressive des enquêteurs classiques actuels par des enquêteurs auxiliaires déclenché au cours de la campagne 1995/96 par le recrutement de 60 auxiliaires se poursuivra la prochaine campagne par le recrutement de 60 nouveaux. Cette augmentation du nombre d'enquêteurs auxiliaires n'aura cependant pas d'impact sur le nombre d'enquêteurs classiques qui restera toujours de 130. En effet, la caractère expérimental de l'utilisation des enquêteurs auxiliaires exige une certaine prudence. A cet effet, c'est plutôt un nouvel échantillon indépendant de celui de l'enquête permanente qui sera suivi par les enquêteurs auxiliaires. Ainsi 60 nouveaux villages s'ajouteront aux 60 déjà suivis par les enquêteurs auxiliaires.

La collecte des données sur les cultures maraîchères initiée au cours de la campagne 1995/96 sera une partie intégrante de l'enquête. Par rapport à cette première expérience, la DSAP a apporté quelques améliorations aux questionnaires (voir annexe).

Moyens à mettre en oeuvre :

Compte tenu des multiples appuis dont bénéficie la DSAP, il s'agit essentiellement de renforcer les maillons faibles du dispositif à savoir un meilleur contrôle et une plus grande capacité de stockage des données.

* le dispositif de l'enquête agricole comporte un contrôleur par province, chaque contrôleur disposant comme moyen de déplacement d'une mobylette. En prévision du nouveau découpage administratif dans lequel le nombre de provinces passe de 30 à 45, il est prévu l'achat de 15 mobylettes et de 45 bicyclettes pour les enquêteurs.

* Dans l'exploitation des données de l'enquête seules les données agrégées des prévisions des récoltes et des résultats définitifs sont stockés dans la centrale d'information. Les données élémentaires en raison de leur caractère ne sont pas destinées à la centrale et cependant leur importance nécessite un stockage particulier. Vu l'importance de leur volume et la taille des fichiers contenant ces données, une boîte de Bernoulli et des cassettes seront mises à la disposition du service des statistiques végétales.

2.1.2. Le Système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)

Le dispositif et la méthodologie n'ont pas changé. L'enquête est effectuée sur 37 marchés répartis dans le pays. Elle fait appel à 37 enquêteurs, 9 contrôleurs et 1 superviseur national. Au niveau national, il y a un agent de saisie, un chef de service SIM et un conseiller SIM qui assurent la saisie des données, les analyses, les publications et la supervision tous les 2 mois. Le financement français de l'année 1996 ne sera pas renouvelé en 1997.

Améliorations méthodologiques :

Le SIM compte étendre son enquête au suivi des prix des fruits et légumes et au suivi des stocks commerçants. L'objectif de cette initiative est une plus grande prise en compte des aspects de la sécurité alimentaire.

Moyens à mettre en oeuvre :

Il s'agit essentiellement d'assurer la continuité de la collecte des informations sur les prix des céréales, des fruits et légumes et du suivi des stocks commerçants. Les problèmes de transmission des données continueront à être résolus par l'utilisation du réseau basé sur des accords passés avec des transporteurs qui acheminent le courrier moyennant 500 Frs. CFA par enveloppe.

L'équipement utilisé dans le cadre de l'enquête sera renforcé compte tenu de son insuffisance par l'achat de balances et de seaux en plastique.

2.2. L'Animation locale:

Le programme de travail de l'animateur local dans le cadre de la présente programmation prévoit, outre les activités de gestion administrative et financière du projet, un suivi et des appuis pour la réalisation de activités suivantes :

- Au niveau de l'enquête permanente agricole,
 - * suivi de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête 1997/98
 - * appui au groupe pluridisciplinaire d'analyse des résultats,
 - * appui à la publication/diffusion.
- Appui aux différentes études et à l'exécution du programme de formation
- Au niveau du SIM,

- * suivi de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête,
- * suivi et appui à l'analyse et à la publication des bulletins.

- Centrale d'information,

- * appui à la mise à jour des fichiers,
- * appui à la publication de l'annuaire statistique séries longues,
- * appui aux analyses en collaboration avec l'ECA.

Pour atteindre ces objectifs, les conditions de travail à l'animation locale doivent être améliorées notamment par l'achat d'un second micro-ordinateur (le seul micro actuel est utilisé pour les travaux de secrétariat et d'appuis statistiques) et des logiciels nécessaires qui seront en même temps installés au niveau des services techniques (DSAP, SONAGESS).

Enfin, il sera question de remplacer le fax de l'animation locale qui a été endommagé par un coup de foudre, toutefois l'achat d'un nouvel appareil sera accompagné de celui d'un appareil protecteur.

2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte:

Le budget prévisionnel du devis-programme 1996/1997 s'élève à 110 563 100 Frs.CFA répartis entre l'enquête agricole, le système d'information du marché céréalier et l'animation locale comme suit (les tableaux détaillés sont consignés dans le paragraphe « budgets prévisionnels » :

En Frs. CFA

	Fonctionnement	Opérations de collecte	Equipement	TOTAL
Enquête agricole		18 853 500	50 885 000	69 738 500
SIM céréales		18 183 200	380 000	18 563 200
Animation locale	22 261 400			22 261 400
TOTAL	22 261 400	37 036 700	51 265 000	110 563 100

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 37 036 700 Frs.CFA, la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 67 % sera donc de 24 814 589 Frs.CFA. Des dispositions ont été prises pour l'inscription d'une somme de 23 318 814 Frs.CFA dans le budget de fonctionnement du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales.

2.4. Budgets prévisionnels

Tableau N° 1 : ENQUETE AGRICOLE

DESIGNATION	Nombre	Coût Uni- taire	Coût Total	FED	ETAT
I OPERATIONS DE COLLECTE					
1.1 FRAIS DE PERSONNEL			6 514 000		
<i>1.1.1 indemnités</i>			4 750 000		
superviseurs nationaux (20 000F*6*6 mois)	36	20 000	720 000		
superviseurs régionaux (20 000F*12*6 mois)	72	20 000	1 440 000		
traitement informatique (20 000* 4* 6 mois)	24	20 000	480 000		
agents de saisie (2 000F*10 agents* 60 jours)	600	2 000	1 200 000		
analyse (3 Statisticiens * 25 000 F * 2 mois)	6	25 000	150 000		
(2 cadres extérieurs *50 000F * 1 mois)	2	50 000	100 000		
centrale d'information mise à jour (1 cadre * 12 mois * 15 000 F)	12	15 000	180 000		
analyses prospectives (2 cadres * 12 mois * 20 000 F)	24	20 000	480 000		
<i>1.1.2 frais de mission</i>			1 764 000		
supervision nationale (6 équipes * 4 missions* 7j* 7500F/j)	168	7 500	1 260 000		
(6 chauffeurs * 4 missions * 7j * 3 000 F/j)	168	3 000	504 000		
1.2 CARBURANT			6 283 500		
supervisions régionales (12 CRPA * 300 000 F/CPRA)	12	300 000	3 600 000		
supervisions nationales (6 équipes *4 sorties* 1 000 km chacune * 20l/100 km à 320 F/litre)	4800	320	1 536 000		
contrôleurs (21 mobylettes à 20 l/mois à 425 F/L *6 mois)	2520	425	1 071 000		
centrale (15 l/mois à 425 F/L * 12 mois)	180	425	76 500		
1.3 IMPRESSION DES DOCUMENTS			4 100 000		
Questionnaires		3 000 000	3 000 000		
Manuels		700 000	700 000		
Fournitures centrale		400 000	400 000		
1.4 ENTRETIEN MATERIEL			1 956 000		
Motos enquête agricole (21 mobyl. à 6 000 F/mois / 6 mois)	126	6 000	756 000		
Véhicule enquête (forfait)		1 000 000	1 000 000		
Centrale information (forfait)		200 000	200 000		
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			18 853 500	6 221 655	12 631 845

Tableau N° 1 : ENQUETE AGRICOLE (suite)

DESIGNATION	Nombre	Coût Uni- taire	Coût Total	FED	ETAT
2 EQUIPEMENT					
2.1 Matériel de collecte			26 445 000	26 445 000	
Boussoles (100 "sunto" à 155 000 F chacune)	100	155 000	15 500 000		
Rubans métriques (100 rubans à 100 000 F)	100	100 000	10 000 000		
Sacs de jute (3 000 sacs à 315 F chacun)	3 000	315	945 000		
2.2 Engins à 2 roues			10 440 000	10 440 000	
Mobylettes (15 à 450 000 F chacune)	15	450 000	6 750 000		
Bicyclettes (45 * 82 000 F chacune)	45	82 000	3 690 000		
2.3 Matériel informatique			14 000 000	14 000 000	
Micro-ordinateurs	4	1 750 000	7 000 000		
Imprimantes	4	1 000 000	4 000 000		
Onduleurs	2	1 000 000	2 000 000		
Matériel de sauvegarde (1 boîte de bernouilli + cassettes)		1 000 000	1 000 000		
TOTAL EQUIPEMENT			50 885 000	50 885 000	-
TOTAL ENQUETE AGRICOLE			69 738 500	57 106 655	12 631 845

Tableau N° 2 : SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES CEREALIERES

DESIGNATION	Nombre	Coût Uni- taire	Coût Total	FED	ETAT
1 OPERATIONS DE COLLECTE					
1.1 FRAIS DE PERSONNEL			11 221 000		
1.1.1 indemnités			10 276 000		
Superviseurs/analyse (20000F * 1 * 12mois)	12	20 000	240 000		
Contrôleurs (5 000 F/mois/marché * 37 marchés * 12 mois)	444	5 000	2 220 000		
Enquêteurs (37 enq. * 4 000 F/semaine/marché)	1924	4 000	7 696 000		
Agent de saisie (1 * 10 000 F/mois)	12	10 000	120 000		
1.1.2 frais de mission			945 000		
Contrôle (6 missions * 15 jours * 7500 F/jour)	90	7 500	675 000		
Chauffeursx (6missions * 15j * 3 00 F/j)	90	3 000	270 000		
1.2 CARBURANT			1 920 000		
supervision nationale (6 missions * 5000 km * 0,21 * 320 F/l)	6000	320	1 920 000		
1.3 TRANSMISSION /DIFFUSION DES DONNEES			3 931 200		
transmission fiche (10 centres et 9 marchés * 52 semaines * 1500 F)	988	1 500	1 482 000		
transmission fiche enquêteurs/contrôleurs (500 F * 29 marchés * 52 semaines)	1508	500	754 000		
transmission directe par véhicule (500 F * 8 marchés * 52 semaine)	416	500	208 000		
radios régionales (10* (2860 F / émission * 52 semaines)	520	2 860	1 487 200		
1.4 ENTRETIEN MATERIEL			500 000		
Véhicule supervision (Forfait)		500 000	500 000		
1.5 FORMATION RECYCLAGE			611 000		
Perdiem (37 enq. + 10 contr. * 3 000 F/j * 3 jours)	141	3 000	423 000		
transports (47 agents * 4 000 F/voyage)	47	4 000	188 000		
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			18 183 200	6 000 456	12 182 744
2 EQUIPEMENTS					
2.1 Seaux en plastique (40 * 2 000F)	40	2 000	80 000		
2.2 Balances (5 * 60 000 F l'unité)	5	60 000	300 000		
TOTAL EQUIPEMENT			380 000	380 000	
TOTAL S.I.M.			18 563 200	6 380 456	12 182 744

Tableau N° 3 : ANIMATION NATIONALE

DESIGNATION	Nombre	Coût unitaire	Coût total (F CFA)	
	Mois	F CFA	TOTAL	FED
1. SALAIRES ET CHARGES SOCIALES				
<i>1.1 Rémunérations</i>			4 731 276	4 731 276
Animateur National	12	259 513	3 114 156	3 114 156
Secrétaire-comptable	12	134 760	1 617 120	1 617 120
<i>1.2 Charges sociales</i>			1 475 286	1 475 286
Charges Sociales (18,5 % salaire AL et SC)			875 286	875 286
Assurances Santé (animateur et sc)			600 000	600 000
<i>1.3 Rappel de salaires</i>			455 398	455 398
A. L. avancement du 01/01/96	16	16 350	261 600	261 600
augmentation du 01/10/96	7	4 354	30 478	30 478
S. C. avancement du 01/05/96	12	12 000	144 000	144 000
augmentation du 01/10/96	7	2 760	19 320	19 320
TOTAL SALAIRES ET CHARGES SOCIALES			6 661 960	6 661 960
2. FONCTIONNEMENT	Litres	F CFA		
<i>2.1 Carburant</i>			1 087 050	1 087 050
Déplacements coordination (1150 litres)	1 150	397	456 550	456 550
Déplacements 8 missions et séminaires				
4 missions SIL (1 000 km * 20 l/100 km)	800	320	256 000	256 000
4 pour enquête agricole (1 000 km * 20 l/100 km)	800	320	256 000	256 000
Séminaires à l'extérieur de Ouaga (1500 km)	300	395	118 500	118 500
<i>2.2 Entretien matériel et assurance</i>			2 000 000	2 000 000
Véhicule (entretien et assurance)		1 500 000	1 500 000	1 500 000
Photocopieur et matériel informatique		500 000	500 000	500 000
<i>2.3 Perdiem</i>	Jours		714 000	714 000
Animateur local (8 missions*7j*7500 F)	56	7 500	420 000	420 000
chauffeur (8 mission*7j*3000F)	56	3 000	168 000	168 000
suivi des séminaires sécurité alimentaire	12	7 500	90 000	90 000
perdiem chauffeur suivi séminaires	12	3 000	36 000	36 000
<i>2.4 Fournitures de Bureau</i>		900 000	900 000	900 000
<i>2.5 Frais de Télép., Fax et Poste</i>		1 200 000	1 200 000	200 000
TOTAL FONCTIONNEMENT			5 901 050	5 901 050
3. DIFFUSION DES RESULTATS		6 498 390	6 498 390	6 498 390
4. EQUIPEMENT				
Micro-ordinateur + onduleur		2 500 000	2 500 000	2 500 000
Fax (à remplacer) + protection		700 000	700 000	700 000
TOTAL EQUIPEMENT			3 200 000	3 200 000
TOTAL ANIMATION			22 261 400	22 261 400

Annexe: Liste des personnes rencontrées

M. SIDI Tiral

Animateur local DIAPER

Ministère de l'Agriculture

M. BADOLO Gaspard

Directeur des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP)

M. TINDREBEOGO Hamadou

Chef de service des statistiques végétales

Comité de Coordination de l'information (CCI)

M. ILBOUDO Abdoulaye

Responsable de la centrale d'informations

Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité (SONAGESS)

Mme DJIGA Haby

Directrice de la SONAGESS

M. ZIGANI Mathias

Directeur de l'exploitation

Mme TRAORE Clémence

Directrice administrative et financière

Mission Française de Coopération

M. CHARRIER Claude

Conseiller à la Mission Française de Coopération

Délégation de la Commission des Communautés Européennes:

M. RAYMONDO Pasquale

Conseiller en développement rural